

## La surprise syrienne de Trump — la Russie mise à l'épreuve Kai Ehlers

Vladimir Poutine trouve « correct » le retrait de la Syrie de l'armée américaine, annoncé par Donald Trump, quand bien même il faille attendre encore pour savoir s'il sera suivi de faits. Selon Poutine, on a par trop souvent entendu l'annonce d'un retrait américain qui a tété suivi de l'effet contraire à ce qui avait été annoncé.

Le ministre des affaires étrangères, Sergueï Lavrov et pareillement l'ambassadeur permanent de la Russie auprès de l'ONU, Vassili Nebenzya, ainsi que d'autres officiels issus de l'appareil gouvernemental, font chorus. La devise à Moscou s'est : « garder son calme ».

Cela s'accorde au message de Noël traditionnel de Poutine qu'il utilise pour déclarer au monde que tout suit tranquillement son cours à l'intérieur et à l'extérieur de la Russie. Même l'annonce par les USA de la remise en route de la course aux armements, suite à la résiliation du traité sur l'INF [*Intermediate-range Nuclear Forces — sur les forces nucléaires à portée intermédiaire*], ne fut aucune cause d'agitation, déclara-t-il. Stratégiquement, la Russie est parée dans tous les cas.

Au sujet du coup de Trump, on n'entend principalement aucun commentaire actuellement de la Chine qui aille au-delà de l'annonce que Pékin est prête à participer à la reconstruction du pays.

Il en va tout autrement de l'autre côté : l'annonce de Trump de retirer l'armée américaine de Syrie, parce que le « *job* » y est accompli et que, donc daesh est terrassé comme Trump le prétend, a plongé le gouvernement comme l'opposition aux USA, tout comme la légion des alliés occidentaux, dans une violente agitation — depuis les critiques enragés dans l'environnement proche de Trump, qui voit menacés leurs objectifs nationaux de puissance mondiale, jusqu'à la panique de ceux qui soudain, se voient spoliés de leur puissance protectrice.

### Charges pour la Russie

Que trouvera-t-on, lorsque l'enfumage de la première heure sera dissipé ? Faisons une tentative :

Il est manifeste sans doute que Trump tente de mettre sur le dos du baudet russe, le poids de l'échec de la politique américaine de ces dernières années,

- pour juguler les forces croissantes de la Russie
- pour avoir les mains libres sur le front contre la Chine.

Par dessus le marché, les champs gaziers et pétrolifères de Syrie n'ont plus l'importance — eu égard aux ressources propres hautement en danger en gaz liquide — qu'ils avaient encore pour les USA au moment où les Conservateurs sous G.W. Bush, planifiaient le « *new american century* », dans le sillage duquel les USA doivent assurer — et conserver — leur main-mise sur les ressources mésopotamiennes en gaz et pétrole. Le succès de cette stratégie, ou pour mieux dire, le succès manqué, se trouve reconnaissable aujourd'hui dans aucune proportion défendable eu égard aux coûts économiques et politiques qu'elle a apportés pour les USA et qu'elle pourrait apporter par une prolongation de cette politique.

Comme cela appert, Trump veut plutôt se tourner sur son propre continent au plan énergétique et technique, d'une part par autarcie relative, sur ces propres régions ; de l'autre, vers les ressources dans leur voisinage immédiat de l'Amérique du Sud<sup>1</sup>. Avec cela les USA seraient moins saisissables — moins mis en danger par la Russie et la Chine.

En font partie ici les plans extrêmement agressifs qui visent à séparer l'Europe et la Russie au plan énergétique et technique et concrètement empêcher le tracé de la canalisation gazière « *Nordstream 2* », ainsi que le pipeline russo-turc, pour rendre l'Europe dépendante des livraisons-US. Ceci replace le conflit ukrainien, plutôt que celui syrien, plus au centre des intérêts-US.

---

<sup>1</sup> Voir ce qui se passe actuellement au Venezuela, par exemple. *Ndt*

En Syrie, par ce changement de scène, la Russie se retrouve dans la situation de devoir porter les charges d'un espace en crises qui n'est en aucune façon pacifié, à savoir de devoir endiguer l'expansion turque comme aussi le conflit israélo-iranien, tandis que l'Arabie saoudite, en suppléance aux USA, peut continuer d'y créer autant de troubles qu'il est nécessaire pour y fixer d'autres forces de la Russie.

La Russie désire-t-elle endosser cette tâche ? Autrement dit encore, la Russie a-t-elle une chance de se défilier devant cette tâche ? C'est plutôt ce qu'il appert, comme si le management global de crises jusque là plutôt retenu par la Russie, se voyait désormais forcé à s'étendre en la surmenant et pourrait l'entraîner à changer de rôle en passant de celui de manager de crises globales à celui de manager d'une puissance impériale de mise en ordre — avec les répercussions politiques correspondantes à celles d'une grande puissance.

### **Les yeux du monde tournés sur « Rojava »**

Deux questions inséparables l'une de l'autre se soulèvent tout de suite immédiatement : Comment la Russie va-t-elle s'y prendre avec les Kurdes ? Pour le dire concrètement, empêchera-t-elle la Turquie de mettre en pièce la région autonome de « Rojava » ou bien se trouvera-t-elle aux côtés des Kurdes, comme nouveaux partenaires d'alliance ? Et quelles répercussions aura l'attitude que la Russie adoptera vis-à-vis des structures de la région en gestion autonome de « Rojava », sur sa propre situation de politique intérieure ? Les yeux du monde se tourneront donc sur l'agissement de la Russie se trouvant dans cette question. Poutine n'est-il pas en effet carrément connu comme un amateur des structures d'administration autonome qui sont affectionnées à « Rojava » ?

Si l'on récapitule ceci, avec ce qui a été dit plus haut, au sujet des aspects de la politique extérieure, alors il devient évident que la Russie, par le changement de stratégie du gouvernement de Trump, se voit poussée dans une situation dans laquelle doit se résoudre la question de savoir si la Russie, celle bien concrète sous Poutine, peut conserver sa ligne de politique défensive jusqu'à présent de management des crises à l'intérieur comme à l'extérieur, ou bien si elle se laisse pousser à reprendre son ancien rôle de puissance politique dans un nouveau rôle, ceci dit sans illusion.

Les réactions de retenue de Poutine et de l'appareil gouvernemental russe le laissent espérer — mais il va de soi qu'il n'est pas garanti que la Russie résiste à la pression, car on n'a encore de la part de la Russie aucune alternatives fondamentales valant jusqu'à présent pour les règles auxquelles relève l'ordonnement étatique global. Lesquelles seraient cependant rigoureusement nécessaires pour surmonter une aggravation de la concurrence en politique de puissance.

*Sozialimpulse* 4/2018.

(Traduction Daniel Kmiecik)

**Kai Ehlers**, né en 1944, a étudié l'histoire, le journalisme et les arts théâtraux. Par l'APO et la nouvelle gauche [*die neue Linke*], son chemin le mena au début des années 80 dans l'URSS en crise. Le centre de gravité de son activité comme journaliste, éditorialiste et écrivain, chercheur et organisateur, repose depuis sur les changements dans l'espace post-soviétique et leurs répercussions locales et globales. À cette occasion son attention s'oriente sur l'élaboration d'alternatives pour la finance globale, les crises du système et de la culture.

*Internet* : [www.kai-ehlers.de](http://www.kai-ehlers.de)